



# Un plan d'urgence pour Notre Santé, Pas pour les profits

**CORONAVIRUS: LES MESURES DE SOUTIEN  
CÔTERONT "DES DIZAINES DE MILLIARDS D'EUROS"**

+ de lits, moyens et personnels hospitaliers + de fonctionnaires dans les services publics  
notamment l'éducation + d'argent pour la Sécu et la protection sociale - arrêt des  
licenciements et plans de compétitivité - fin des aides favorisant les profits - STOP aux  
discriminations et violences sexistes - Stop à la loi liberticide de « Sécurité Globale »

C'EST UN BON DÉBUT.  
ON VA POUVOIR ROUVRIRE  
QUELQUES LITS, RÉDUIRE  
LE MANQUE DE PERSONNEL  
HOSPITALIER ET...

MAIS  
N'IMPORTE QUOI !  
QUEL RAPPORT AVEC  
LE CORONAVIRUS ?

AH AH ! NAN.  
L'ARGENT, C'EST POUR  
LES ENTREPRISES !



**Le travail continue, la lutte aussi, cette manifestation est déclarée  
Vous devez avoir une attestation cochée « raisons  
professionnelles » en cas de contrôle.  
Nous vous demandons de respecter strictement les gestes barrières  
pendant cet évènement**

**SAMEDI 21 NOVEMBRE 2020**

**MANIFESTATION**

**SAINT CYPRIEN - 14H**

Signataires de l'appel Commun :

CGT CHU Toulouse, FSU 31, Sud santé Sociaux 31, UET

Ensemble 31, LFI 31, LO 31, NPA 31, PG 31, POI 31, PCOF 31, UCL Toulouse et  
alentours

Act Up Sud Ouest, ATTAC, Cercle des voisins, Copernic, Comité 31 du mouvement de  
la paix, CSPK, DAL31, Handi-Social,

Appellent à cette manifestation : Union Départementale CGT 31 - Solidaires 31

## Un plan d'urgence pour notre Santé pas pour les profits ! Samedi 21 novembre on reprend la rue

Les organisations toulousaines signataires de l'appel (*ci dessous*) à manifester le 7 novembre se sont réunies mardi 10 novembre. Nous sommes unanimes sur la réussite de la manifestation du 7 qui a rassemblé 5000 participants. Nous pensons aujourd'hui que ce n'était qu'une étape et qu'il est nécessaire de construire la riposte face au gouvernement à l'échelle nationale. La situation sanitaire continue à se dégrader et ce sont désormais la quasi totalité des lits de réanimation qui sont occupés, les personnels de santé sont à bout.

Nous sommes aujourd'hui nombreuses et nombreux à relever la tête pour se battre en défense des services publics (santé, éducation...) qui sont attaqués depuis des années. En effet, la gestion autoritaire de la situation est la conséquence du refus du pouvoir d'investir dans la santé et les services publics. D'autres choix sont possibles en rupture avec la logique du profit.

Nous sommes aujourd'hui nombreux et nombreuses constater que le gouvernement profite de cette crise sanitaire pour faire passer réformes libérales et lois autoritaires (loi de sécurité globale) en méprisant celles et ceux qui comme les personnels de l'éducation se battent pour obtenir de réels moyens pour lutter contre le virus. Les mesures prises par le gouvernement aujourd'hui ne résoudront en rien la crise sanitaire que nous traversons et vont conduire des millions de personnes dans la précarité.

Nous sommes aujourd'hui nombreux et nombreuses à constater que le patronat profite de de l'épidémie pour restructurer la production, licencier en masse et s'attaquer aux droits des salariés. Il faut imposer le maintien de tous les emplois. Ce n'est pas à nous de subir la politique désastreuse du gouvernement.

Il est urgent que nous nous rassemblions toutes et tous ensemble. Nous lançons un appel national à en faire de même.

Nous exigeons un plan d'urgence pour notre santé. Lutter réellement contre le covid, c'est lutter contre la politique de ce gouvernement !

Nous appelons donc à manifester de nouveau ce **samedi 21 novembre 14H place Saint Cyprien** et nous rappelons que ce défilé se déroulera dans le strict respect des gestes barrières.

*Pour se rendre à cette manifestation il faudra se munir de l'attestation de déplacement et cocher le motif déplacement professionnel (1ere case) et en cas de contrôle spécifier que vous vous rendez à la manifestation qui a été déposée en préfecture.*

CGT CHU Toulouse 31, FSU 31, Solidaires 31, Sud santé Sociaux 31, UET

Ensemble 31, LFI 31, LO 31, NPA 31, PG 31, POI 31, PCOF 31, UCL Toulouse et alentours  
Act Up Sud Ouest, ATTAC, Cercle des voisins, Copernic, Comité 31 du mouvement de la paix, CSPK, DAL31, Handi-Social,

**Cela fait maintenant 9 mois** que nous avons été touchés par la première vague du COVID. 9 mois qu'a été mis au grand jour le fait que notre système de santé, que le monde entier nous enviait, n'était plus performant parce que les politiques successives n'avaient cessé de le casser. 9 mois que des associations demandent la fermeture des centres de rétention et une mise à l'abri digne des personnes à la rue. **9 mois pendant lesquels rien n'a été fait pour que la catastrophe sanitaire qui s'était déroulée ne se reproduise plus jamais.**

Le Segur de la santé n'a répondu en rien aux principales revendications des personnels hospitaliers pour des soins de qualité : des postes et des lits. Les personnels du médico-social en sont par ailleurs les grands oubliés. Nous sommes désormais face à une nouvelle vague, et **le gouvernement n'a pour seules réponses qu'une série de mesures toutes plus liberticides les unes que les autres visant à pallier les défaillances du système hospitalier** : interdiction de manifester, de se rassembler, de circuler... En bref boulot, métro dodo.

Depuis 20 ans ce sont **plusieurs dizaines de milliers de lits qui ont été supprimés**, 8000 sur les 2 dernières années. Les "12500 lits de réanimation" annoncés par le ministre de la santé sont un mythe : pas un lit n'a été créé, il s'agit de lits existants pouvant être transformés, mais à quel prix? Il est intolérable que pour la seconde fois de nombreux patients souffrant d'autres pathologies, parfois graves, se voient refuser l'accès aux soins à l'hôpital. Selon les premières estimations plusieurs milliers en mourront et plusieurs dizaines de milliers subiront une dégradation de leur état de santé.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, 3000 lits de réanimations sont occupés par des patients covid ainsi que plusieurs milliers de lits d'hospitalisations. La situation est particulièrement critique en région parisienne et dans certaines métropoles mais c'est l'ensemble du territoire qui est touché.

Au début du mois d'octobre Olivier Veran lançait un appel à l'aide aux personnels soignants. De qui se moque-t-il ? Depuis des années les suppressions de postes s'enchaînent, plusieurs milliers au niveau national. **Depuis des années les conditions de travail se dégradent** à tel point que désormais la "durée de vie" d'une infirmière à l'hôpital n'est plus que de 7 ans. Depuis des années les emplois proposés ne sont que des enchaînements de contrats précaires, de périodes d'essais de parfois 8 mois, et il s'étonne du fait que les personnels soignants ne répondent pas à des propositions de contrats de 3 mois sous payés pour gérer l'épidémie de covid ? Beaucoup l'ont fait en mars et n'ont eu pour seule réponse que des applaudissements et des promesses de médailles quand ils n'ont pas eu à se disputer une prime « au mérite ». Ils ne le feront pas deux fois.

**Ce n'est pas ce type de reconnaissance qu'attendent les personnels et les usagers. Il faut dès maintenant organiser la réouverture de tous les lits, de toutes les structures et hôpitaux de proximité qui ont été fermés pour un égal accès de tous à des soins de qualité. Le besoin est aujourd'hui de 100 000 lits supplémentaires, il faut dès maintenant organiser le recrutement de 100 000 personnels dans les hôpitaux.** Quant aux EPHAD, 200 000 personnels supplémentaires sont nécessaires et il faut permettre aux personnes âgées et handicapées qui le souhaitent de pouvoir vivre dans leur domicile ou dans un lieu de vie vraiment choisi avec un accompagnement pluridisciplinaire de qualité 24h/24 par des services de proximité. Sinon nous courrons droit à la catastrophe : de nombreux lits sont aujourd'hui fermés fautes de soignants, notamment car il est impossible de remplacer ceux malades du covid. Ce n'est pas en empêchant les personnels de prendre leurs congés, en les appâtant avec des heures supplémentaires à la clef de nous pourrons faire face à cette crise sanitaire.

**Nous ne pouvons plus accepter qu'on restreigne nos libertés, notre vie sociale, alors qu'en parallèle rien n'est fait pour l'hôpital public.** Nous ne pouvons plus accepter qu'on tente de nous faire croire que nos comportements individuels sont responsables de la majorité des contaminations en balayant d'un revers de main les contaminations dans les transports et milieux professionnels. Nous dénonçons les politiques hypocrites des préfètes concernant les plus précaires et les sans-abris, les expulsions locatives avant le début de la trêve hivernale se multiplient. Comment un précaire ou un sans-abri peut respecter un couvre-feu sans toit ?

**Les premières victimes sont encore une fois les précaires**, avec un million de personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté depuis le début de la crise. **Ce sont également les femmes**, pour qui le couvre-feu peut entraîner de graves conséquences lorsqu'elles se retrouvent enfermées auprès d'un homme violent. Pour tout cela, nous ne pouvons accepter les dernières mesures annoncées par le gouvernement sur le **PLFSS 2021** (projet de loi de financement de la sécurité sociale) il s'agit d'une **économie de 4 milliards** d'euros sur les postes de travail, sur les remboursements de soins notamment pharmaceutiques...et nous ne pouvons pas non plus accepter qu'en parallèle une fois encore on fasse payer les plus pauvres avec le forfait de 18 euros imposé aux urgences pour les patients qui ne se feront pas hospitalisés.

Nous ne pouvons plus accepter que des milliards d'euros soient accordés à des grands groupes qui licencient par milliers tout en versant des dividendes de millions d'euros à leurs dirigeants pendant que l'hôpital public meurt à petit feu.

**Vous ne ferez pas taire notre colère.**